

# COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

## ----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 27 octobre 2006  
(convocation du 16 octobre 2006)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Sept Octobre Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

### ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, , Mme EYSSAUTIER Odette, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISSON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BANNEL Jean-Didier, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, M. BREILLAT Jacques, Mme BRACQ Mireille, M. BRON Jean-Charles, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZABONNE Didier, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvére, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, Mme FAYET Véronique, M. FERILLOT Michel, M. GOURGUES Jean-Pierre, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUPPE Alain, Mme KEISER Anne-Marie, M. LOTHAIRES Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MARTIN Hugues, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, M. PETIT Alain, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

### EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BANNEL Jean-Didier à Mme BRACQ Mireille (jusqu'à 10 h 20)	M. CORDOBA Aimé à M. GUICHARD Max
M. BRANA Pierre à Mlle. COUTANCEAU Emilie	M. FEUGAS Jean-Claude à M. MAURIN Vincent
M. DAVID Alain à Mme. CARTRON Françoise	M. GRANET Michel à M. MONCASSIN Alain
M. DOUGADOS Daniel à Mme de FRANCOIS Béatrice (absent de 10 h à 11 h)	M. JUNCA Bernard à M. MANSENCAL Alain
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. MARTIN Hugues	Mme. LIMOUZIN Michèle à Mme. FAORO Michèle
M. GELLE Thierry à M. CASTEX Régis	M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. SEUROT Bernard à M. BELLOC Alain	M. NEUVILLE Michel à M. MILLET Thierry (à partir de 11 h 00)
M. VALADE Jacques à M. DUCASSOU Dominique	Mme. PARCELIER Muriel à M. BREILLAT Jacques
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert	M. REDON Michel à Mme. DELAUNAY Michèle
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. FLORIAN Nicolas	M. RESPAUD Jacques à M. JAULT Daniel

Suite à suspension de séance, MM. BANAYAN, BANNEL, Mmes BOURRAGUE, BRACQ, M. BRON, Mme BRUNET, M. CANOVAS, Mme CARLE DE LA FAILLE, MM. D. CAZABONNE, CAZENAVE, Mme DARCHE, MM. DAVID J.L., DELAUX, Mmes DESSERTINE, DUBOURG-LAVROFF, MM. DUCASSOU, DUCHENE, Mme FAYET, M. FAVROUL, Mme JORDA-DEDIEU, MM. JUPPE, LOTHAIRES, MARTIN, MERCHERZ, PETIT, PONS, Mme PUJO, MM. QUANCARD, SIMON, Mme TOUTON, M. VALADE, Mmes VIGNE et WALRYCK sont absents à partir de 11 h 00 lors de l'examen du dossier n° 12 et n'ont pas assisté à l'examen des affaires n° 13 à 45, 47, 54 à 65 et 67 à 73.

**LA SEANCE EST OUVERTE**

**Avenant à la convention de participation financière de la ville de Cenon aux frais de raccordement du pôle culturel et des vestiaires sportifs du Centre Palmer à Cenon**

Monsieur MOULINIER présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Aux termes du contrat d'affermage du 5 décembre 1997, la Communauté Urbaine a confié au Groupement S.E.T.GI./ELYO S.A. l'exploitation du réseau de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire des Hauts de Garonne.

Un avenant n° 3 au contrat d'affermage, qui complète les dispositions de l'article 49 relatif aux frais de raccordement, a été signé le 6 avril 2005. Il prévoit notamment la participation des nouveaux abonnés aux frais de raccordement au réseau.

La Ville de Cenon a sollicité le raccordement du pôle culturel et des vestiaires sportifs de Palmer au réseau de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire des Hauts de Garonne.

Par délibération en date du 21 juillet 2006, M. le Président a été autorisé à signer la convention qui fixe le montant et les modalités de la participation de la Ville de Cenon pour la réalisation de cette opération.

Conformément à l'article 2 de l'avenant n° 3 au contrat d'affermage, cette convention prévoit, dans ses articles n° 2 et n° 3 sur les modalités de recouvrement de la participation financière de la Ville de Cenon, que la S.E.T.GI., agissant en qualité de fermier, notifiera pour le compte de la Communauté Urbaine, et sans que cela ouvre droit à rémunération, la participation financière de la Ville de Cenon.

La notification à la Ville de Cenon est effectuée, au vu d'un titre de recettes établi hors taxes par la Communauté Urbaine et transmis au fermier, après la réception des travaux et dès que le montant effectif des subventions réellement attribuées à notre établissement public est connu.

Initialement, ces modalités de recouvrement se justifiaient, car il était prévu, préalablement à la rédaction de la convention, que les travaux de raccordement au réseau seraient réalisés par la S.E.T.GI. qui, en conséquence, les facturerait au futur abonné.

La Communauté Urbaine ayant à sa charge la réalisation et le financement des travaux, conformément aux dispositions de l'article 21.2 du contrat d'affermage et étant bénéficiaire des subventions qu'elle sollicite pour leur réalisation, l'intervention de la S.E.T.GI. dans le recouvrement de la participation de l'abonné, telle que prévue à l'article 49 modifié, ne se justifie pas et les modalités de recouvrement doivent être simplifiées pour éviter un intermédiaire sans plus value.

Par anticipation à l'avenant n°4 du contrat d'affermage et, compte tenu des contraintes d'urgence attachées à l'opération de raccordement des équipements précités appartenant à la ville de Cenon, un avenant à la convention de participation financière permettra de déroger à l'article 49 modifié du contrat d'affermage.

Il appartiendra à notre établissement public d'émettre directement à l'intention de la ville de Cenon un titre de recettes pour le recouvrement du montant hors taxes de sa participation financière aux travaux de raccordement de son ouvrage au réseau de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire.

Aussi, un avenant à la convention conclue avec la Ville de Cenon doit être établi pour en modifier ses articles 2 et suivants comme suit :

## **Article 2 – Engagement des parties**

2-1 Engagement de la Communauté Urbaine : non modifié.

2-2 Engagement de la Ville de Cenon : cet article est inchangé sauf le dernier paragraphe «La Communauté Urbaine fera son affaire de la récupération de la TVA» qui devient «La Communauté Urbaine fera son affaire du paiement et de la récupération de la TVA».

2-3 Engagement de la S.E.T.GI. : alinéa supprimé.

## **Article 3 – Modalités de règlement**

La nouvelle rédaction de cet article, dont les dispositions sont supprimées, devient, par dérogation à l'article 49 du contrat d'affermage « Dès que les subventions seront attribuées et leur montant connu, la réception des travaux étant prononcée, la Communauté Urbaine notifiera à la Ville de Cenon sa participation en lui transmettant un titre de recettes qu'elle aura établi et dont le montant libellé hors taxes sera égal à la participation telle que définie à l'article 2 de la présente convention ».

## **Article 4 – Réception et remise des ouvrages au fermier – Mise en service des installations**

Avant le dernier paragraphe, la phrase suivante est insérée « Un procès-verbal de remise des installations sera dressé par le fermier ».

## **Article 5 – Validité**

La dernière phrase de cet article est remplacée par la phrase suivante « Elle prend fin après encaissement de la participation financière du nouvel abonné par la Communauté Urbaine ».

Les autres dispositions de la convention et ses annexes restent inchangées.

Un avenant au contrat d'affermage doit également être établi pour prendre en compte ces nouvelles modalités qui modifient les dispositions de l'article 49 du contrat d'affermage modifié par l'avenant n°3 du 6 avril 2005.

Dans ces conditions, et si tel est votre avis, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- **autoriser** M. le Président à signer l'avenant à la convention intervenue avec la Ville de Cenon pour sa participation financière au raccordement du pôle culturel et des vestiaires sportifs de Palmer au réseau de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire des Hauts de Garonne.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 27 octobre 2006,

**REÇU EN  
PRÉFECTURE LE  
21 NOVEMBRE 2006**

Pour expédition conforme,  
par délégation,  
le Vice -Président,

M. Didier CAZABONNE